

BIS



Bulletin d'information syndical

Volume 20, numéro 2 - 28 novembre, 2011

La partie n'est pas terminée : prolongation ! La direction générale du collège doit retirer son projet de partenariat privé avec l'Impact !

Que celles et ceux qui croient que la bataille contre le projet de partenariat privé entre l'Impact et le Cégep est terminée et perdue se détrompent : le travail que nous avons accompli lors de la dernière réunion du Conseil d'administration par la voix de nos représentants et avec l'appui des étudiant-e-s nous a permis de forcer une prolongation. En effet, alors que la direction générale du collège cherchait à obtenir du Conseil d'administration un mandat pour conclure un bail avec l'Impact de Montréal et ainsi sceller rapidement son entente de partenariat privé pour les 25 prochaines années, c'est plutôt un mandat de négocier une entente de principe que le Conseil d'administration lui a accordé. Cette entente de principe, qui devra respecter une série de conditions, sera soumise au Conseil d'administration le 7 décembre prochain.

Cela signifie que, plus que jamais, nous pouvons et devons continuer à mener notre bataille. Malgré le contexte difficile de fin de session, nous devons nous mobiliser au maximum pour démontrer haut et fort que nous nous opposons

à un projet qui viendrait hypothéquer l'indépendance et le développement de notre institution publique d'enseignement pour les 25 prochaines années. Ce projet ne doit pas passer ! Nous vous proposerons dans les prochains jours diverses actions auxquelles nous vous invitons à participer en grand nombre.

La direction générale du collège fait preuve, dans ce dossier, d'un entêtement

la direction générale... demandait au président du CA qu'on « cesse de lui poser des questions »

et, il faut bien le dire, d'une mauvaise foi évidente. Tous ceux et celles qui ont assisté aux débats du dernier Conseil d'administration ont pu le constater. Alors que la direction a la responsabilité politique, comme dans tous les autres dossiers que nous traitons avec elle, de tenir compte de la position que les enseignant(e)s et les étudiant(e)s expriment par la voix de leurs instances légitimes, elle persiste à vouloir imposer ce projet à notre communauté. Elle est même prête à utiliser une procédure qui

s'apparente honteusement au bâillon pour arriver à ses fins. Le huis clos annoncé pour la tenue de la prochaine réunion du CA est en effet une expression éloquent du fait que la direction générale, qui demandait au président du CA qu'on « cesse de lui poser des questions », veut maintenant empêcher les membres de la communauté d'avoir accès aux débats et ainsi pouvoir agir derrière les portes closes. À notre

connaissance, c'est du jamais vu dans notre institution !

Par son attitude dans ce dossier depuis le tout début, la direction générale a créé et continue d'alimenter un climat de division malsain qui mine notre environnement de travail. L'heure est maintenant venue d'exiger que la direction prenne acte que ce projet ne rallie pas tous les membres de la communauté collégiale, loin de là, et qu'en conséquence, elle a la responsabilité politique de le retirer immédiatement.



Cri du cœur sans (l')impact ?

Caroline Chouinard - Enseignante, Lettres

« Qui sera là, de toute façon, dans 25 ans ? », lançait la direction lors du dernier C.A., celui à la date inoubliable – que je souhaiterais oublier – du 9 novembre 2011, celui lors duquel le projet avec l'Académie de l'Impact de Montréal a été accepté à la majorité.

Loin d'être une habituée des bulletins syndicaux, je me sens, ici, directement interpellée, parce que moi, si la vie le permet, je serai là dans 25 ans. Fille de baby-boomers, au début de ce qu'on appelle paradoxalement « la vie active », je déborde de passion pour mon métier et ce cégep qui m'a choisie plus que je ne l'ai choisi. Je rêverais, moi aussi, à de grands projets pour Marie-Victorin. Pourtant, je me bute à cette question, censée parler d'avenir : « Qui sera là, de toute façon, dans 25 ans ? ».

Est-ce au nom d'un développement à court terme – certes souhaitable et souhaité par la communauté – qu'il faut à tout prix aller de l'avant et laisser partir le meilleur de nos terrains inutilisés? La question se pose davantage lorsqu'on apprend que le plan global de développement des terrains au Cégep Marie-Victorin, inexistant, sera peut-être élaboré après la ratification du projet avec l'Impact.

Je me demande, en plus, comment, comme leaders, on peut défendre bec et ongles un projet quand la majorité de ceux qui confient leurs vies au cégep pour être formés et de ceux qui y donnent leurs vies à enseigner... s'y opposent.

Enseigner, pour moi, est d'une certaine manière un acte de foi en l'avenir de tous et en la beauté de la connaissance pour tous. À la lumière de ce C.A., je me demande grandement comment je pourrai continuer à exercer cette foi sur des lieux

qui vont, dans ma perspective, témoigner du contraire. Après avoir vu le Forum devenir le Centre Bell et les anonymes salles de cours des HEC revêtir des noms comme celui de Van Houtte, j'entrevois déjà le moment où mon institution devra changer de nom pour « Cégep l'Impact Marie-Victorin ».

Je pense à ces gens qui endossent un tel changement de valeurs au cœur de mon institution pour 25 ans, sans même poser de questions (!). Je pense à ce détour par un montage financier compliqué avec une OBNL impliquant des millions, au lieu d'une demande énergique d'un montant bien moindre au MELS pour nos besoins en locaux. La nécessité de transmettre la poésie de Saint-Denys Garneau m'apparaît alors encore plus urgente :

« Tout le monde peut voir une piastre de papier vert

Mais qui peut voir au travers
si ce n'est un enfant

Qui peut comme lui voir au travers en toute liberté

Sans que du tout la piastre l'empêche
ni ses limites

Ni sa valeur d'une seule piastre

[...]

Ses yeux sont grands pour tout prendre »*

Dites-moi, où était passé cet enfant au dernier C.A.?

*Hector de Saint-Denys Garneau, *Le Jeu*, dans *Regards et jeux dans l'espace*, Anjou, Éditions CEC, coll. *Grands textes*, 1996 [1937], p. 24.

Quelle place faisons-nous à l'exercice de la citoyenneté au Cégep Marie-Victorin ?

Nancy Lemay - Enseignante, Techniques de travail social

Je voulais partager avec vous mon indignation face à une pratique qui me semble nouvelle, au cégep.

En Techniques de Travail social, nous enseignons à nos étudiantes qu'il est important de mettre la personne ou le groupe avec qui on intervient au cœur de l'intervention. Ceci favorise l'appropriation du pouvoir d'agir individuel ou collectif (empowerment). De plus, nous conscientisons nos étudiantes à favoriser l'exercice de leur citoyenneté et de celle des personnes avec qui elles travailleront.

Dans mon cours de cette session, Action communautaire, j'enseigne tous ces concepts. Je leur parle également du projet de l'Impact au cégep et de mon implication personnelle dans cette lutte afin d'illustrer ces notions.

Depuis le début de la session, certaines de nos étudiantes se sont conscientisées aux conséquences de ce projet et partagent mon indignation. Elles se sont impliquées dans leur syndicat étudiant pour mobiliser les étudiantes à ce sujet.

Or, elles m'ont rapporté qu'elles se sont senties intimidées lorsqu'elles ont été suivies et sommées de présenter leur carte d'identité, après la tenue du dernier CA.

J'ai été scandalisée, voire indignée, d'apprendre que la direction du cégep menait une pratique qui allait à l'encontre de ce que nous enseignons en TTS, soit de permettre aux personnes et aux groupes de participer aux prises de décisions qui les concernent, de s'informer et de lutter pour la défense des droits des personnes et des groupes.

En assistant aux rencontres publiques du CA, elles démontrent leur désir de s'informer et de manifester leur désaccord face à un projet qui se dessine dans leur milieu d'études. Comment expliquer par la suite, à ces étudiantes



motivées et impliquées dans leur apprentissage, qu'elles doivent poursuivre la lutte, continuer à croire que participer et prendre position à propos de projets qui les concernent est très important alors qu'on veut les punir pour cette prise de conscience et leur implication ?

Comment enseigner une profession qui met en valeur l'exercice de la citoyenneté et l'appropriation du pouvoir d'agir dans un cégep qui ne permet pas à ces mêmes étudiantes d'exercer leur citoyenneté sans qu'elles en subissent les conséquences ? La mission du cégep Marie-Victorin vise pourtant à « amener l'étudiant à devenir un citoyen du monde, conscientisé et responsable » et qui met « l'étudiant au cœur même de ses préoccupations » (site web). On peut penser que la pratique est loin des beaux principes théoriques !

Ce type d'intervention me questionne beaucoup compte tenu que tout cela se passe à Montréal, en 2011, dans une société et une institution qui disent valoriser la liberté d'expression et l'exercice de la citoyenneté.

Je trouve malheureux que ces étudiantes aient eu à subir une telle pression dans MON milieu de travail. Et les profs, aurons-nous aussi une note à notre dossier pour avoir participé aux diverses réunions du CA ?

L'espoir de Madame

L'Exécutif

M. Oscar Elimby, fondateur et président de Mener autrement, un organisme voué à la promotion d'un sain « leadership » auprès des jeunes de Montréal-Nord, nous a offert un témoignage émouvant, empreint de sagesse, lors du CA du 9 novembre, à propos de son organisme et des jeunes auxquels celui-ci apporte écoute, aide et soutien, dans un quartier défavorisé de la ville qui ne peut que bénéficier de telles initiatives. M. Elimby est reconnu dans la communauté de Montréal-Nord pour son implication sociale et communautaire, ainsi que pour son franc parler et son indéfectible soutien à la cause des jeunes dans le besoin.

M. Elimby a précisé au CA quels seraient selon lui les impacts négatifs du projet de l'Académie sur son organisation : la perte d'accès à des terrains gratuits le forcera à déplacer ses pénates ailleurs - dans la mesure où d'autres terrains sont disponibles à Montréal-Nord, ce qui est loin d'être évident. Concrètement, le projet de l'Impact privera donc des centaines de jeunes défavorisés de l'accès dont ils disposent à des infrastructures sportives qui contribuent à les tenir loin de la rue et de la violence. Que feront ces jeunes s'ils ne peuvent plus pratiquer le sport qu'ils aiment... nul ne peut l'affirmer, mais nous avons de bonnes raisons de penser qu'une partie de ceux-ci se tournera vers des loisirs et des activités moins recommandables.

Comment le Conseil a-t-il réagi à ce témoignage émouvant ? La représentante des universités s'est empressée de faire « comprendre » à M. Elimby que les terrains de soccer, c'est bien beau, mais qu'il faut aussi offrir aux jeunes de Montréal-Nord de l'espoir. Or, si nous comprenons bien le message de M. Elimby, cet espoir passe pour plusieurs par la possibilité de pratiquer leur sport, de s'améliorer afin de pouvoir aspirer à une carrière d'athlète.

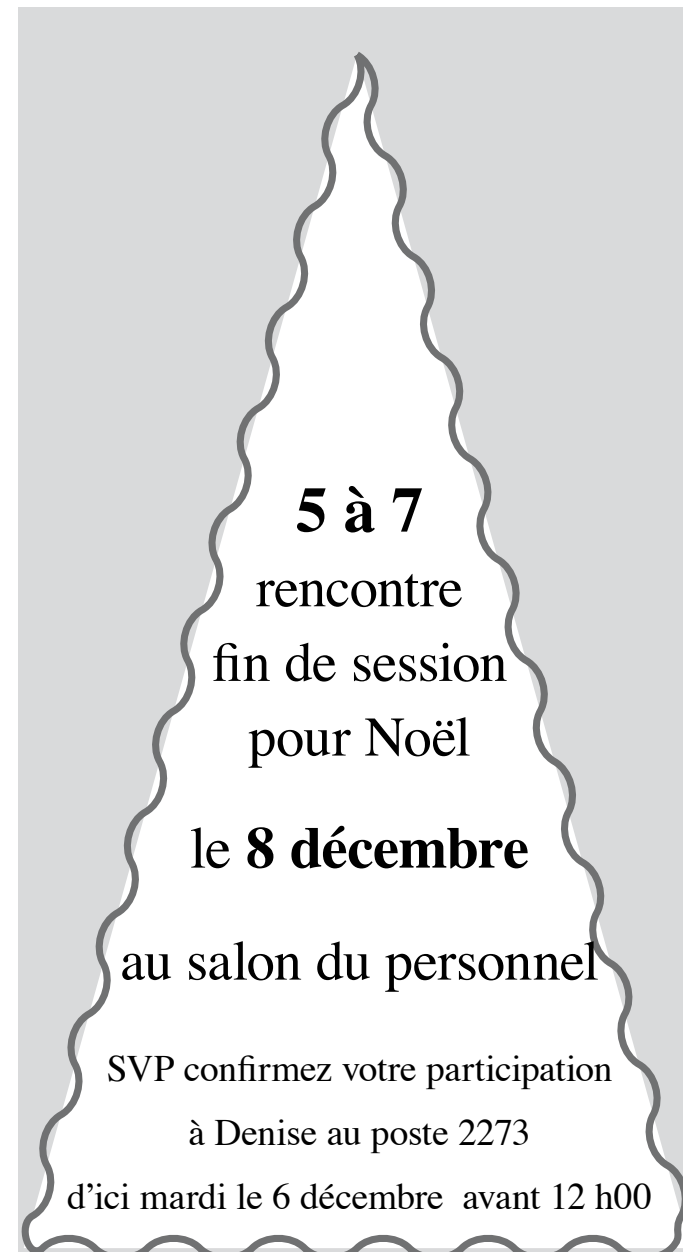
Ce que nous dit notre administratrice, c'est que l'on peut enlever aux jeunes pauvres du quartier les infrastructures qu'ils

le projet de l'Impact privera des centaines de jeunes défavorisés de l'accès à des infrastructures sportives qui contribuent à les tenir loin de la rue et de la violence

utilisent pour les remettre à un club de soccer, propriété de la famille la plus riche au pays, parce qu'en voyant les joueurs de l'Académie et ceux de l'Impact s'entraîner sur ce qui était jadis leur espace de jeu, les jeunes joueurs défavorisés du quartier entretiendront « l'espoir » de pouvoir faire de même un jour. La chose est quand même incroyable : on leur enlève les moyens de réaliser leurs rêves, ce qui serait acceptable parce qu'on leur fournira davantage de raisons de rêver ! Comment ces jeunes pourront-ils travailler activement à l'atteinte de leurs rêves si on leur enlève les moyens de le faire ? Pense-t-on vraiment que

ces jeunes joueurs seront satisfaits d'être relégués au rang de spectateurs plutôt que de joueurs actifs ? Réalise-t-on ce qu'on est en train de proposer et les conséquences de ce projet sur la communauté ?

Subjects ? Minables ? Condescendants ? Les mots manquent pour qualifier les propos de la représentante des universités de notre Conseil d'administration. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas manqué de faire bruyamment réagir le public lors de la réunion du Conseil, les personnes présentes étant estomaquées de constater le manque total de jugement, de lucidité et de compassion de nos administratrices et nos administrateurs. Au moins, ces paroles déplorables auront eu pour effet de clarifier le point de vue de ceux qui ont pour charge d'orienter le développement de notre institution. Misère !



5 à 7
rencontre
fin de session
pour Noël
le 8 décembre
au salon du personnel
SVP confirmez votre participation
à Denise au poste 2273
d'ici mardi le 6 décembre avant 12 h00

Huis clos lors du prochain C.A.... et la démocratie ?

L'Exécutif

Deux des valeurs mises de l'avant par la Direction du cégep dans ses discours publics sont l'ouverture d'esprit et la démocratie. Or force nous est de constater que quand les débats sont plus difficiles, la Direction est prête mettre ces valeurs au rancard en vue de faciliter l'adoption de ses projets.

En effet, les professeur(e)s et étudiant(e)s présent(e)s à la rencontre du Conseil d'administration du 9 novembre avaient convenu, une fois le vote pris sur le projet de l'Impact (dont l'issue ne représentait d'ailleurs un mystère pour personne), de quitter la salle en signe de protestation. Ce qui fut fait. Or, quelle fut la réaction des membres du Conseil suite à cette sortie fracassante ? Voter le huis clos sur la prochaine réunion du CA, en l'absence des représentant(e)s enseignants et étudiants ! Cette décision anti-démocratique démontre une volonté claire de mener la barque à portes closes - tout le contraire de la transparence. Si la Direction avait eu la force de soutenir les principes qu'elle prétend pourtant défendre, jamais elle n'aurait accepté une telle décision. Il faut bien croire que les réunions en catimini font son affaire, puisqu'en effet le huis clos a été adopté avec son aval.

Nous vous invitons à venir manifester avec nous pour plus de démocratie et de transparence dans notre institution le 7 décembre prochain en participant à la haie d'honneur (sic) qui aura lieu aux portes de la prochaine rencontre du Conseil.



Venez avec nous signifier aux gens qui nous gouvernent que nous n'acceptons pas qu'ils se réfugient derrière un huis clos pour prendre en privé des décisions qui auront des effets profonds sur notre institution publique ! Il faut mettre un terme à cette dynamique de domination qui nous affecte et qui fait en sorte que nos administratrices et nos administrateurs se sentent justifié(e)s d'exclure la communauté des débats qui la concernent pourtant au premier chef. Luttons pour une démocratie réelle au sein de notre collège !

Pour exiger plus
de **démocratie** et de **transparence**
dans notre institution :

le **7 décembre**
participez à la **haie d'honneur**
aux portes de la prochaine rencontre
du **Conseil d'administration.**

Goûter offert par le SPCMV à compter de 17 h00
(Lieu à confirmer)

SVP confirmez votre participation à Denise au poste 2273
d'ici mardi le 6 décembre avant 12 h00

« Le C.A., c'est ÇA ?! »

L'Exécutif

C'est l'expression qu'a eue un collègue après avoir fait la pénible expérience d'une première présence au Conseil d'administration du Cégep. On peut facilement comprendre sa réaction tellement le spectacle était consternant. Malgré tout, cette réunion nous aura permis de faire quelques constats sur l'état de notre Direction et de notre Conseil d'administration qui, bien que pas très agréables, nous permettent de mieux comprendre ce qui est en train de se produire au sein de notre institution.

Cette rencontre nous a d'abord permis de constater qu'à l'exception des représentant(e)s syndicaux et du représentant des parents, aucun membre du Conseil n'a jugé bon poser une seule question sur le projet ou formuler quelque exigence ou réserve que ce soit avant de passer au vote (!). Heureusement que nous avons des questions à poser et des craintes à formuler, sans quoi le projet aurait été adopté sans plus attendre! Nous avons en effet constaté l'ostentatoire unanimité des membres externes du C.A. à endosser le projet de l'Impact, ainsi que leur empressement résolu à mettre un terme aux questions, vraisemblablement embarrassantes, de nos deux représentants. Il faut croire que le débat n'est pas la préoccupation première des membres de notre Conseil.

Toutes et tous ont constaté à quel point certains membres du Conseil méprisaient à la fois les représentant(e)s étudiants et enseignants, leurs revendications et leurs préoccupations - tout autant que leur droit plein et entier de participer aux débats du Conseil et de poser des questions face à un projet qui en soulève de bien profondes. Une administratrice externe a même suggéré que les représentant(e)s enseignants et étudiants ne devaient pas participer au débat entourant la proposition d'une entente de principe préalable en raison

de leur opposition au projet! Vive la démocratie et l'ouverture!

La Direction générale n'a par ailleurs pas cédé le pas au président du Conseil en termes d'ineptie, demandant que l'on cesse de lui poser des questions (!), que l'on allège le processus de négociation avec l'Impact le plus possible et qu'on lui laisse les coudées franches pour négocier le contrat qui lui siéra - le tout pour aller de l'avant le plus rapidement possible, bien entendu. C'est là en soi une raison de s'inquiéter. Que la Directrice générale demande d'autre part comme elle l'a fait que le Syndicat cesse de médiatiser le dossier en est une autre : qu'y aurait-il donc à cacher dont il ne faille pas en parler? Pourquoi rechigner à l'idée que ce projet - que l'on prétend par ailleurs si fantastique - fasse l'objet d'un débat public?

Mme Rouillier s'est montrée incapable de répondre à plusieurs questions pourtant essentielles sur le partenariat ; dans la mesure où l'on considère qu'elle souhaitait obtenir le feu vert pour aller de l'avant après cette rencontre, la chose est difficile à concevoir. À de nombreuses reprises,

Mme Rouillier s'est montrée incapable de répondre à plusieurs questions pourtant essentielles

elle s'est dite incapable de répondre à nos questions. Par contre, lorsqu'elle a effectivement apporté réponse à certaines de nos interrogations, celle-ci n'était - encore une fois - pas de nature à nous rassurer. C'est ainsi que nous avons appris, au moment du débat précédent le vote final (!), que le projet irait de l'avant même si la subvention du MELS n'y était pas, l'« Académie de l'Impact » (toujours inexistante à ce jour) s'occupant de financer l'ensemble du projet! Cette information est proprement scandaleuse - sans compter le moment où elle est annoncée! Pourquoi l'avoir réservée pour l'ultime moment d'un processus qui

est en branle depuis dix mois? Pourquoi ne pas révéler une information aussi fondamentale plus tôt, pour que toutes et tous puissent en tenir compte dans leur prise de position face au projet?

Enfin - mais on pourrait continuer encore longtemps tant cette réunion avait des airs de cirque - la rencontre du Conseil d'administration du cégep du 9 novembre, nous aura permis de constater à quel point le projet de l'Impact sème la division dans notre communauté, ce que nous dénonçons depuis longtemps. Au moment du vote final, environ la moitié des assistant(e)s applaudissaient, tandis que l'autre moitié sortait de la salle - y compris les représentant(e)s enseignants et étudiants - en protestation contre la décision qui venait d'être prise. Cette division est inquiétante pour notre communauté et représente un motif supplémentaire et déterminant à nous opposer au projet.

En plus de toutes les raisons qui nous forcent à débattre et bien souvent à nous opposer : en Assemblée générale, en réunion départementale, en comité (paritaire ou non), la Direction veut nous imposer ce projet d'une envergure

difficile à imaginer, dont les conséquences sur notre milieu sont certaines et certainement durables, mais difficilement prévisibles. Une proportion importante de la communauté du collège s'y oppose ; d'autres y adhèrent ; plusieurs se plaignent de ne pas comprendre le projet et ses implications, ou ne se sentent pas personnellement concerné(e)s. Chose certaine, les avis sont très partagés, parfois polarisés, même si de plus en plus de personnes prennent conscience de la force des arguments du Syndicat des professeur(e)s et de la faiblesse des prétextes de la Direction. Dans une telle situation, en vertu des démonstrations

qui ont été faites par le SPCMV, de l'appui que nous recevons des organisations communautaires de Montréal-Nord, de l'attitude démontrée par la Direction dans ce dossier, des craintes énormes que le projet entraîne en ce qui concerne l'indépendance de notre institution et son avenir, des effets durables que le partenariat aura sur le cégep, son aménagement et son développement, le SPCMV demande formellement à la

Direction de retirer le projet de partenariat avec l'Impact et de joindre plutôt ses efforts à ceux des enseignant(e)s et des étudiant(e)s qui n'ont cessé de réclamer un meilleur financement pour le cégep et le réseau collégial.

Nous ne le répéterons jamais assez : le développement du cégep en général et le projet de clinique-école en TRP en particulier nous tiennent profondément à coeur. Seulement, nous considérons

que ni l'un ni l'autre ne méritent qu'on y sacrifie l'avenir de notre institution et son autonomie. Le MELS a le devoir de financer adéquatement les institutions d'enseignement, et c'est seulement toutes et tous ensemble que nous pourrions l'en convaincre et exercer les pressions nécessaires pour qu'il se montre à la hauteur de ses responsabilités. Des fonds publics pour Marie-Vic - pas le privé pour nous acheter!

Cherchez l'erreur!

L'Exécutif

Lors de la rencontre-midi de la D.G. à la veille de la dernière réunion du C.A., celle-ci avait signifié à la communauté qu'elle voulait obtenir un vote favorable sur le projet de développement de l'Académie de l'Impact en soulignant qu'il faudrait « aller de l'avant » pour pouvoir rencontrer l'échéancier de construction du nouveau pavillon de T.R.P. Où et pourquoi est l'urgence? Certes, le projet de clinique-école est très intéressant pour ce programme. De là à mettre la charrue devant les bœufs, n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter et de se questionner à nouveau? Pour qui est l'urgence? D'autant plus qu'elle a demandé aux administrateurs du Collège de se prononcer sur un montage financier de 12 millions de dollars sans savoir si la demande de subvention pour les infrastructures sportives de 4 millions de dollars du M.E.L.S. est acceptée (selon les dires même de la D.G., nous obtiendrions une réponse de leur part à la fin du mois de novembre ou au début de décembre). Quand lui a été mentionné l'ambiguïté de la situation, elle a tenté de rassurer en donnant une réponse plutôt sibylline : « le Collège a bon espoir d'obtenir en totalité ou en partie ce qui a été demandé... ».

Loin d'être rassurante, cette réponse ouvre la perspective de se retrouver avec une partie des coûts qui resterait possiblement à financer advenant que nous n'obtenions pas l'ensemble de la subvention demandée. D'autant plus que dans la demande de subvention faite, il existe déjà un dépassement des coûts estimés (soit ceux déposés lors de la réunion du C.A. du mois de septembre). Initialement prévu à 8 millions \$ (bâtisse de service de l'Académie de l'Impact, réfection et aménagement de deux terrains naturels et d'un terrain synthétique éclairé), on peut lire que le projet se chiffre maintenant à 8.6 millions \$ (soit 4.3 millions \$ provenant du M.E.L.S. et la même somme de l'Impact). Cependant, parmi les documents remis aux membres du C.A., on peut y trouver une résolution du conseil d'administration

de l'Impact qui stipule clairement que la compagnie s'engage à payer 50 % des coûts du projet jusqu'à concurrence de 4 millions \$, le coût total du projet étant évalué à 8 millions \$. Serait-ce que l'Impact protège mieux ses intérêts que notre Collège? Peu importe. Puisque le Collège est soi-disant le maître d'œuvre de ce projet, qui comblera cet écart de financement? Il faut se rappeler que lors de la réalisation du centre sportif (lui-même financé à même le programme de subventions des infrastructures sportives du M.E.L.S. lors du premier volet), il y a eu un dépassement des coûts : estimé au départ à 15 millions \$, il y aurait eu possibilité de dépassement des coûts de plusieurs millions (au minimum 2 millions \$ selon Richard Malo). Déjà en présence d'un déficit à combler (d'ailleurs, nous sommes en droit de nous demander comment il sera comblé), est-il sensé d'agir promptement sans obtenir un minimum d'assurance sur les montants qui seront réellement versés par les différents partenaires sollicités (M.E.L.S., Impact de Montréal).

Soit notre Direction agit de façon inconsciente et fait preuve d'une démagogie primaire sans sembler comprendre pourquoi une partie de la communauté s'oppose à ce qu'elle mène le Collège sur une voie plutôt aventureuse pour ne pas dire nébuleuse, ou bien elle le fait consciemment et de façon intelligente. Dans ce cas, il faut certes distinguer l'intelligence et le bon jugement qui sont, à notre avis, deux facultés bien distinctes. Il demeure que dans les deux cas, ceci n'augure rien de rassurant pour l'avenir du Collège. Ainsi, nous questionnons grandement l'orientation prise par notre administration qui n'a pas démontré toute la probité dont on devrait s'attendre d'une administration publique pour un projet impliquant des montants d'argent aussi importants (dont une partie provient de nos taxes) et qui divise la communauté du Collège. Dire que cette même administration s'inquiète de coupures du gouvernement qui seront de l'ordre de 390,000 \$... Cherchez l'erreur!

À lire : article de Philippe Hurteau

<http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/l'impact-a-marie-victorin-un-cegep-pour-saputo/>



La blessure et la cicatrice

L'Exécutif

S'il y a une chose dont nous sommes toutes et tous convaincu(e)s, c'est que, peu importe ce qu'on en pense, le projet de l'Académie de l'Impact a eu jusqu'à maintenant un effet négatif sur notre communauté - à la mesure de son ampleur et de l'ampleur des conséquences qu'il entraînera sur notre collège. Que nous soyons pour ou contre ce projet, nous avons toutes et tous subi les regards réprobateurs, voire carrément hostiles de celles et ceux qui ne partagent pas notre opinion. Le SPCMV n'y trouve évidemment aucune raison de se réjouir, mais toutes les raisons de condamner cette initiative qui mine l'unité de notre communauté.

Le pire dans toute l'affaire, c'est que cette division est là pour durer. Les dommages sont déjà réels, et on peut prévoir qu'ils iront en s'accroissant si le projet va de l'avant : notre communauté a déjà été blessée par dix mois de débats et de confrontations sur le sujet, et la mise en place effective du projet ne fera rien pour calmer les esprits. Il faut bien comprendre que ce ne sont pas la hargne et l'obstination opiniâtre des partisan(e)s et des opposant(e)s au projet qui nourriront cette division, mais bien la présence quotidienne et concrète de l'Académie de l'Impact sur notre campus : toutes les fois où nous nous déplacerons à l'extérieur sur les terrains du cégep, tous les jours, à toute heure, nous serons confronté(e)s aux effets inévitables du projet, pour la simple et bonne raison qu'ils constituent le projet - des clôtures autour des terrains, un système d'éclairage imposant, de la circulation, des sifflets, des cris, etc. Durant la moitié de l'année scolaire, il nous sera impossible de faire abstraction de la présence de l'Académie sur nos terrains, que nous le voulions ou pas. Le visage de notre institution sera changé durablement, et nous aurons toutes et tous à vivre avec les conséquences à long terme du partenariat - ce que les membres de la Direction et du Conseil d'administration n'auront pas à faire, elles et eux qui seront parti(e)s sous des cieux plus cléments d'ici quelques années à peine, alors que plusieurs d'entre nous seront encore ici dans vingt-cinq ans. Refuser ces faits, comme l'a violemment fait une membre externe du Conseil d'administration le 9 novembre, c'est tout simplement refuser de considérer la réalité en face.

Nous pensons qu'à long terme, nous en viendrons toutes et tous à regretter profondément le caractère autrefois bucolique du campus. La personnalité de notre cégep sera transformée ; encore une fois ce n'est pas là une conséquence du projet : cela constitue le projet. Il faut donc s'y attendre. Malheureusement, nous pensons (mais ne l'espérons pas!) que le campus tel qu'il sera après la prise de contrôle de nos terrains par l'Impact de Montréal nous fera regretter les jours d'antan. Nous aimons pour notre part le caractère tranquille, retiré, de notre institution. Certes, les terrains de soccer sont déjà là : un peu bancals,

sympathiques, mais utiles pour le cégep et la communauté. Mais ils seront bientôt remplacés, si tout va comme la Direction le souhaite, par des terrains bien entretenus, mais froids, secs, aseptisés. Chaque jour nous serons à même de le constater, et de nous rappeler à quel point nous étions heureux avant d'être "occupés" par une organisation externe privée ; chaque jour nous nous indignons du peu d'égard de nos dirigeant(e)s pour la qualité de vie au travail de celles et ceux qui sont soumis(es) à leurs décisions.

La blessure que nous avons subie au cours de la dernière année est réelle, mais pourrait être guérie si on cesse de promouvoir ce projet néfaste et porteur de dissension. La cicatrice que laissera l'implantation de l'Académie sur nos terrains aura, nous le craignons, des effets beaucoup plus profonds encore. La Direction a beau prétendre qu'on fera tout pour rallier les troupes et reformer l'unité malmenée de la communauté, les beaux discours ne pourront rien face à l'incontournable réalité du projet de l'Impact. Face à une initiative aussi controversée, toute direction sensée reculerait après avoir considéré les intérêts de la communauté et la cohésion (de haut niveau!) que notre travail exige. Malheureusement, il semble que la Direction actuelle

du Collège ainsi que son Conseil d'administration soient aveugles à ces considérations, pourtant essentielles pour notre institution et nos rapports professionnels - et personnels. Nous osons

espérer que Mme Rouillier finira par le réaliser, et qu'elle retirera ce projet qui ne peut que susciter davantage de division entre les professeur(e)s, et dans la communauté du cégep en général. Nous pensons qu'il n'est pas excessif d'exiger un peu de bon sens et de sensibilité de la part de ceux qui ont notre destinée collective entre leurs mains.

le projet de l'Académie de l'Impact a eu jusqu'à maintenant un effet négatif sur notre communauté

Ligne de piquetage
devant les bureaux
de la ministre de l'éducation.

Mercredi 30 novembre 2011

départ en autobus
devant le pavillon central 12 h15
retour au cégep 13 h45 (lunch fourni)

SVP confirmez votre participation
à Denise au poste 2273
d'ici mardi le 29 novembre avant 12 h00